

10. **Compétence du Ministre flamand des Affaires bruxelloises et de l'Egalité des Chances**, en ce qui concerne la gestion individuelle du personnel :

— département de Coordination:

- . les membres du personnel chargés exclusivement de missions relatives à l'Egalité des Chances
- . division de la Chancellerie : les membres du personnel chargés exclusivement de missions relatives aux affaires bruxelloises

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement flamand du 29 novembre 1995 fixant les règles relatives à l'organisation et au fonctionnement des services du Gouvernement flamand et des organismes publics flamands.
Bruxelles, le 29 novembre 1995.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,
Ministre flamand de la Politique extérieure, des Affaires européennes, des Sciences et de la Technologie,
L. VAN DEN BRANDE

Le Ministre vice-président du Gouvernement flamand,
Ministre flamand de l'Enseignement et de la Fonction publique,
L. VAN DEN BOSSCHE

Le Ministre flamand de l'Environnement et de l'Emploi,
Th. KELCHTERMANS

La Ministre flamand des Finances, du Budget, et de la Politique de Santé,
Mme W. DEMEESTER-DE MEYER

Le Ministre flamand des Affaires intérieures, de la Politique urbaine et du Logement,
L. PEETERS

Le Ministre flamand des Travaux publics, des Transports et de l'Aménagement du Territoire,
E. BALDEWIJNS

Le Ministre flamand de la Culture, de la Famille et de l'Aide sociale,
L. MARTENS

Le Ministre flamand de l'Economie, des PME, de l'Agriculture et des Médias,
E. VAN ROMPUY

La Ministre flamand des Affaires bruxelloises et de l'Egalité des Chances,
Mme A. VAN ASBROECK

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

[C - 27001]

F. 96 — 79

14 DECEMBRE 1995. — Arrêté du Gouvernement wallon fixant les conditions d'octroi de subventions pour l'achat de mobilier et de matériel en vue de favoriser les activités touristiques

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret II du Conseil régional wallon du 22 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française, notamment l'article 3, 2°;

Vu l'arrêté royal du 17 juillet 1991 portant coordination des lois sur la comptabilité de l'Etat;

Vu le décret du 16 décembre 1994 contenant le budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 1995;

Vu l'avis du Conseil supérieur du Tourisme;

Sur la proposition du Ministre-Président du Gouvernement wallon, chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des PME, du Tourisme et du Patrimoine,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle, en vertu de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 127 de celle-ci.

Art. 2. Le Ministre du Tourisme peut, dans les limites des crédits inscrits au budget, accorder des subventions pour l'achat de mobilier et de matériel destinés à la gestion administrative ou promotionnelle des activités touristiques.

Toutefois, ne peut être subventionné l'achat d'équipements ou accessoires qui, en raison de leur nature même, sont d'utilisation de courte durée.

Art. 3. Peuvent bénéficier de ces subventions, pour autant qu'ils puissent prouver une activité ininterrompue depuis au moins trois ans :

- les fédérations provinciales de tourisme;
- les syndicats d'initiative, les groupements régionaux de syndicats d'initiative, constitués en associations sans but lucratif;
- les offices communaux de tourisme.

Art. 4. Pour bénéficier de ces subventions, les demandeurs visés à l'article 3 doivent répondre aux conditions suivantes :

1. disposer d'installations d'accueil et d'information touristiques permanentes et y exercer des activités régulières au moins six mois par an;
2. n'utiliser le mobilier et le matériel subventionnés qu'aux fins précisées dans la demande de subvention;
3. disposer de moyens financiers suffisants pour pouvoir procéder à l'entretien et aux réparations normales du mobilier et du matériel subventionnés;
4. disposer de locaux réservés à l'activité touristique permettant l'usage et/ou l'entreposage du mobilier et du matériel subventionnés dans de bonnes conditions de sécurité et de conservation;
5. accepter le contrôle des installations et de l'utilisation du mobilier et du matériel subventionnés par le personnel compétent du Commissariat général au Tourisme;
6. s'engager à rembourser le montant de la subvention s'ils cessent toute activité dans un délai de cinq ans, commençant le 1er janvier de l'année qui suit celle de l'imputation budgétaire de la subvention.

Art. 5. Les demandes de subventions sont introduites auprès du Ministre du Tourisme par lettre recommandée. Elles contiennent :

1. une description du mobilier et du matériel dont l'acquisition est envisagée ainsi qu'une estimation du coût de cette acquisition;
2. une copie des offres faites par au moins trois fournisseurs consultés;
3. une description de l'utilisation qui sera faite du mobilier et du matériel;
4. les statuts de l'association lorsque le demandeur est constitué sous forme d'association sans but lucratif ainsi que ses derniers comptes de gestion.

Art. 6. § 1er. Le Ministre du Tourisme détermine le type, la qualité, la quantité et le prix maximum du mobilier et du matériel susceptibles d'être subventionnés.

Lors de l'examen de chaque dossier, il tient compte des activités touristiques réellement pratiquées par le demandeur, ainsi que du mobilier et du matériel déjà détenus par ce dernier.

§ 2. La subvention est fixée à 50 % de la valeur du mobilier et du matériel, la taxe sur la valeur ajoutée étant déduite, sans qu'elle puisse être supérieure au montant que le Ministre du Tourisme détermine, déduction faite de toute aide relative à la même acquisition.

§ 3. Aucune subvention n'est accordée pour un programme d'achats d'une valeur inférieure à 25 000 francs, la taxe sur la valeur ajoutée étant déduite.

Toutefois, l'achat groupé de mobilier et de matériel, au bénéfice de plusieurs demandeurs, pour raison d'économie d'échelle, peut donner lieu à l'octroi de subventions sans montant minimum. Dans ce cas, un seul dossier de subventions pour l'ensemble des demandeurs, identifiant chaque bénéficiaire, est introduit auprès du Ministre du Tourisme.

§ 4. Le montant total des subventions accordées au demandeur, ou à chaque demandeur en cas d'achat groupé, ne peut dépasser 300 000 francs par année civile.

Art. 7. Pendant une période de cinq ans, à dater du paiement de la subvention, le bénéficiaire ne peut ni céder, ni prêter le mobilier et le matériel subventionnés. Il en possède toutefois la pleine jouissance et en supporte la totalité des frais d'entretien et de réparation.

Il assume l'entière responsabilité de son utilisation et de sa bonne conservation.

En cas de dissolution durant la période visée au premier alinéa du présent article, l'organisme bénéficiaire est tenu d'en aviser immédiatement le Ministre du Tourisme. Ce dernier sera également averti dans les plus brefs délais de la disparition ou de la destruction totale ou partielle du mobilier et du matériel subventionnés.

Le remboursement de la subvention sera exigé en cas de non-respect des dispositions prévues au présent arrêté ainsi qu'en cas de disparition ou de destruction visée à l'alinéa précédent.

Toutefois, en cas de disparition ou de destruction du matériel et du mobilier, le remboursement n'est pas exigé si le bénéficiaire démontre que la disparition ou la destruction est due à un cas de force majeure.

Art. 8. Les subventions octroyées ne seront liquidées qu'après production au Commissariat général au Tourisme des pièces justificatives de dépenses et de la preuve qu'il a été fait appel à la concurrence pour l'achat du mobilier et du matériel subventionnés.

Sauf impossibilité matérielle dûment motivée, les pièces justificatives seront produites sous forme d'originaux.

Art. 9. L'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 10 juin 1991 fixant les conditions d'octroi de subventions pour l'achat de matériel en vue de favoriser le développement des activités touristiques, est abrogé pour la région de langue française.

Il demeure cependant applicable aux demandes introduites avant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté.

Art. 10. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 11. Le Ministre du Tourisme est chargé de l'application du présent arrêté.

Namur, le 14 décembre 1995.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des PME, du Tourisme et du Patrimoine,
R. COLLIGNON

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 96 — 79

[C - 27001]

14 DECEMBER 1995. — Besluit van de Waalse Regering
tot vaststelling van de voorwaarden waarop toelagen worden verleend
voor de aankoop van meubilair en materiaal ter bevordering van toeristische activiteiten

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet II van 22 juli 1993 van de Waalse Gewestraad betreffende de overheveling van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap naar het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie, inzonderheid op artikel 3, 2°;

Gelet op het koninklijk besluit van 17 juli 1991 houdende coördinatie van de wetten op de Rijkscomptabiliteit;
 Gelet op het decreet van 16 december 1994 houdende de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest voor het begrotingsjaar 1995;
 Gelet op het advies van de Hoge Raad voor Toerisme;
 Op de voordracht van de Minister-President van de Waalse Regering, belast met Economie, Buitenlandse Handel, KMO's, Toerisme en Patrimonium,

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit regelt, krachtens artikel 138 van de Grondwet, een materie bedoeld in artikel 127 van de Grondwet.

Art. 2. Binnen de perken van de op de begroting uitgetrokken kredieten kan de Minister van Toerisme toelagen verlenen voor de aankoop van meubilair en materiaal met het oog op het administratieve of promotionele beheer van toeristische activiteiten.

Er worden echter geen toelagen verleend voor de aankoop van voorzieningen of accessoires waarvan het gebruik, omwille van hun aard, van korte duur is.

Art. 3. De volgende aanvragers kunnen toelagen verkrijgen, voor zover zij het bewijs leveren van een ononderbroken activiteit van minstens drie jaar :

- de provinciale federaties voor toerisme,
- de verenigingen ter bevordering van het vreemdelingenverkeer, de gewestelijke groeperingen voor vreemdelingenverkeer, opgericht als v.z.w.'s;
- de gemeentelijke VVV-kantoren.

Art. 4. Om deze toelagen te verkrijgen moeten de in artikel 3 bedoelde aanvragers de volgende voorwaarden vervullen :

1. beschikken over vaste toeristische onthaalruimten en informatiebureaus die minstens zes maanden per jaar regelmatig gebruikt worden;

2. het meubilair en het materiaal slechts voor de in de aanvraag vermelde doeleinden bestemmen;

3. beschikken over voldoende financiële middelen voor het onderhoud en de gewone herstellingen van het meubilair en het materiaal;

4. beschikken over lokalen voor toeristische activiteiten, waar het meubilair en het materiaal veilig gebruikt en/of opgeslagen kunnen worden;

5. de installaties en de bestemming van het meubilair en het materiaal laten controleren door het bevoegde personeel van het Commissariaat-generaal voor Toerisme;

6. zich verbinden tot de terugbetaling van de toelage in geval van staking van de activiteiten binnen een termijn van vijf jaar met ingang van 1 januari van het jaar na dat waarin de toelage bij de begroting is ondergebracht.

Art. 5. De aanvragen om toelagen moeten bij aangetekende brief aan de Minister van Toerisme gezonden worden. Ze bevatten :

1. een beschrijving en een kostenraming van het aan te kopen meubilair en materiaal;

2. een afschrift van de prijsopgaven van minstens 3 leveranciers;

3. de bestemming van het meubilair en het materiaal;

4. de statuten van de vereniging wanneer de aanvrager een v.z.w. is, alsook haar laatste beheersrekeningen.

Art. 6. § 1. De Minister van Toerisme bepaalt het type, de kwaliteit, de hoeveelheid en de maximumprijs van het meubilair en het materiaal waarvoor een toelage verleend kan worden.

Bij het onderzoek van elk dossier houdt hij rekening met de toeristische activiteiten van de aanvrager alsook met het meubilair en het materiaal waarover hij beschikt.

§ 2. De toelage wordt, na aftrek van de B.T.W., op 50 % van de waarde van het meubilair en het materiaal vastgesteld en mag niet hoger zijn dan het bedrag dat de Minister bepaalt, na aftrek van elke tegemoetkoming voor dezelfde aankoop.

§ 3. Er wordt geen toelage verleend voor aankopen van minder dan 25 000 F, excl. B.T.W.

Wanneer verschillende aanvragers hun aankoop van meubilair en materiaal groeperen, kunnen de toelagen evenwel zonder inachtneming van een minimumbedrag verleend worden. In dit geval wordt voor het geheel van de aanvragers slechts één dossier, waarin elke begunstigde opgenomen is, bij de Minister van Toerisme ingediend.

§ 4. De toelagen die aan de aanvrager, of aan elke aanvrager in geval van gegroepeerde aankoop, verleend worden, mogen niet meer dan 300 000 F per burgerlijk jaar bedragen.

Art. 7. De begunstigde mag het meubilair en het materiaal noch afstaan noch lenen gedurende een periode van vijf jaar met ingang van de uitkering van de toelage. Hij heeft evenwel het volle genot ervan en neemt alle onderhouds- en herstellkosten op zich.

Hij draagt de volle verantwoordelijkheid voor het gebruik en de instandhouding ervan.

In geval van ontbinding tijdens de in alinea 1 van dit artikel bedoelde periode is de gerechtigde instelling gehouden de Minister van Toerisme daarvan onmiddellijk op de hoogte te brengen. Deze laatste moet ook zo snel mogelijk in kennis gesteld worden van de verdwijning of de gehele of gedeeltelijke vernietiging van het meubilair en het materiaal.

De terugbetaling van de toelage wordt vereist als de bepalingen van dit besluit niet in acht genomen worden, alsook in geval van verdwijning of vernietiging.

In dit laatste geval wordt de terugbetaling evenwel niet vereist als de begunstigde kan bewijzen dat de verdwijning of de vernietiging te wijten is aan overmacht.

Art. 8. De toelagen worden slechts uitgekeerd na overlegging aan het Commissariaat-generaal voor Toerisme van de bewijsstukken van de uitgaven en van het bewijs dat voor de aankoop van het meubilair en het materiaal een beroep op de concurrentie is gedaan.

Behoudens behoorlijk gemotiveerde materiële onmogelijkheid moeten de bewijsstukken in de vorm van originele stukken overgelegd worden.

Art. 9. Het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 10 juni 1991 houdende de bepaling van de voorwaarden voor de toekenning van toelagen voor het aankopen van materiaal ter bevordering van de toeristische activiteiten wordt voor het Franse taalgebied opgeheven.

Het blijft evenwel van toepassing voor de aanvragen die vóór de inwerkingtreding van dit besluit zijn ingediend.

Art. 10. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 11. De Minister van Toerisme is belast met de toepassing van dit besluit.
Namen, 14 december 1995.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, KMO's, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON

F. 96 - 80

[C - 27002]

14 DECEMBRE 1995. — Arrêté ministériel portant exécution de l'article 6 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 décembre 1995 fixant les conditions d'octroi de subventions pour l'achat de mobilier et de matériel en vue de favoriser les activités touristiques

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des PME, du Tourisme et du Patrimoine,

Vu l'article 6 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 décembre 1995 fixant les conditions d'octroi de subventions pour l'achat de matériel et de mobilier en vue de favoriser les activités touristiques;

Vu l'avis du Conseil supérieur du Tourisme;

Arrête :

Article 1^{er}. Le type, la qualité, la quantité et le prix maximum du mobilier et du matériel susceptibles d'être subventionnés, sont déterminés en annexe au présent arrêté et en font partie intégrante.

Art. 2. Sans préjudice de l'article 9 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 décembre 1995 fixant les conditions d'octroi de subventions pour l'achat de matériel et de mobilier en vue de favoriser les activités touristiques, la circulaire ministérielle du 12 septembre 1991, portant sur le même objet, est abrogée.

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Namur, le 14 décembre 1995.

R. COLLIGNON

ANNEXE

TYPES	QUANTITES	PRIX MAXIMUM
Mobilier d'accueil	- 1 comptoir-bureau et 4 chaises - 1 salon (table + 4 fauteuils) - 3 présentoirs (par unité) - 1 TV pour la diffusion permanente d'informations touristiques et 1 magnétoscope - 1 montage audiovisuel et accessoires (réalisation et/ou projection) - 1 stand d'exposition	130.000 Fb 80.000 Fb 15.000 Fb 60.000 Fb 300.000 Fb 250.000 Fb
Mobilier de gestion	- 3 bureaux (par unité) - 3 sièges de bureaux (par unité) - 6 armoires (par unité) - 1 rayonnage pour entreposer la documentation touristique - tables et chaises pour salle de réunion de 12 à 20 personnes	25.000 Fb 12.000 Fb 15.000 Fb 15.000 Fb 200.000 Fb
Matériel de gestion	- 1 matériel informatique dont la configuration hardware minimale est la suivante : Pentium 90 Mhz 16 mém. Ram, 850 MB disque dur, floppy 3,5", minimum 3 slots full PCI (32 bits) écran SVGA 15" non entrelacé de résolution 1024 X 768, 256 couleurs, carte vidéo Vesa local Bus (min. 1 Mb de mém. extensible à 2), souris, clavier azerty belge étendu, 1 port parallèle, 1 port souris, 1 port série. * imprimante jet d'encre ou imprimante laser 6 ppm acceptant le langage PCL5 - 1 lecteur de CD ROM - 1 machine à photocopier - 1 fax - 1 appareil photo	110.000 Fb 10.000 Fb 150.000 Fb 40.000 Fb 30.000 Fb

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 14 décembre 1995 portant exécution de l'article 6 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 décembre 1995 fixant les conditions d'octroi de subventions pour l'achat de mobilier et de matériel en vue de favoriser les activités touristiques.

Namur, le 14 décembre 1995.

R. COLLIGNON